

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 24/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DELMONICO DOREL CARRIERES

La Ravicole
26140 Andancette

Références : 20260324-RAP-DACA0350
Code AIOT : 0006107528

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement DELMONICO DOREL CARRIERES implanté lieu dit Blache Ronde 26240 Beausemblant. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELMONICO DOREL CARRIERES un
- lieu dit Blache Ronde 26240 Beausemblant
- Code AIOT : 0006107528
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Beausemblant est une carrière de sables exploitée par la société Delmonico Dorel localisée au lieu-dit "Blache-Ronde". Elle a été autorisée pour 30 ans par l'arrêté préfectoral n°09-3659 du 30 juillet 2009 pour une production annuelle maximale de 45 000 tonnes sur une surface de 11ha 16a 89ca. L'arrêté d'autorisation intègre également la rubrique 2515-1 "Installation de traitement de matériaux" pour une puissance de 650 kW.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 7.8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
7	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 11	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
8	Émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 14.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Limite d'extraction	Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 2	Sans objet
2	Production	Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 2	Sans objet
3	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 30/07/2007, article 5	Sans objet
4	Information du public	Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 6	Sans objet
6	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 9	Sans objet
9	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 15	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités sont essentiellement liées au très faible rythme d'exploitation de la carrière. Elles portent sur l'absence de campagnes de mesure de poussières et de bruits récentes. La carrière n'a pas fait l'objet d'extraction ou de traitement des matériaux ces dernières années. Les seules activités ont été l'entretien du site et l'évacuation des matériaux actuellement stockés. Le plan d'exploitation est à mettre à jour, il est ancien et comporte des erreurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limite d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Cote limite en profondeur
Prescription contrôlée : [...] La cote (NGF) limite en profondeur est de 300 m NGF. [...]
Constats : Le plan d'exploitation présenté par l'exploitant date du 25/09/2012. Le site est très peu exploité. Il n'y a pas eu d'extraction depuis la dernière inspection, en 2020. La cote minimale apparaissant sur le plan est de 301,00 m.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Production maximale autorisée
Prescription contrôlée : [...] Les réserves estimées exploitables dans la limite du périmètre autorisé sont de 1 200 000 tonnes environ, la production maximale annuelle autorisée est de 45 000 tonnes.
Constats : Les données issues du logiciel de déclaration des émissions polluantes GEREP sont les suivantes : 2021 : 1 000 t 2022 : 100 t 2023 : 3 000 t 2024 : 1 000 t 2025 : 1 026 t La production maximale est respectée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le rythme d'exploitation est extrêmement bas par rapport à ce qui était prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, et ce depuis plusieurs années. L'exploitant a prévu de procéder à la caractérisation du gisement pour décider de l'avenir de la carrière. En fonction des conclusions, le plan de phasage et les garanties financières associées seront à mettre à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2007, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Prescription contrôlée : Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction. L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation. [...]
Constats : Le site est clôturé par une clôture quatre fils. Côté route des Alberts, celle-ci a fait l'objet d'un entretien récent et a été complétée au niveau d'un ancien accès fermé par des enrochements. Des pancartes prévenant du danger sont présentes. La clôture est également présente derrière la végétation au-dessus des fronts, à proximité de l'éolienne. Le site est fermé par un portail.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 6
Thème(s) : Situation administrative, Panneau d'information
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Un panneau est présent à côté du portail d'accès au site. Il mentionne le nom de l'exploitant, ses coordonnées téléphoniques, l'objet de l'exploitation, la référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation et la mention de la localisation où le plan de réaménagement peut être consulté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 7.8
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de

<p>50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation présenté par l'exploitant date du 25/09/2012. Le site est très peu exploité, il n'y a pas eu d'extraction depuis la dernière inspection, en 2020. Il comporte la limite d'exploitation et les courbes de niveaux sur fonds de plan cadastral.</p> <p>Il comporte cependant des erreurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • au niveau de la limite d'exploitation ; • la cote correspondant à la zone de stockage de matériaux et de stationnement des véhicules qui est indiqué à 395 m est incohérente avec les lignes de niveaux alentours. <p>Il manque également :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la bande des 10 mètres limitant la zone pouvant être exploitée ; • les abords de la carrière dans un rayon de 50 mètres.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan est à corriger pour inclure les informations manquantes et rectifier la limite d'exploitation et la cote de la zone de stockage de matériaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 6 : Propreté du site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p> <p>Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.</p> <p>Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il s'agit d'une suite de l'inspection du 28/07/2020. Compte tenu du faible rythme d'exploitation, la végétation était très présente sur l'ensemble du site. L'accès aux pistes et aux fronts était difficile.</p>

<p>Le stationnement des véhicules n'était pas aménagé. L'entretien du site a été réalisé. La zone de stockage des matériaux a été dégagée et ne présente pas de difficulté pour stationner, comme l'accès aux fronts.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Pollution de l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures d'empoussièrement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Toute action susceptible d'émettre des poussières devra : <ul style="list-style-type: none"> - être réalisée dans des conditions atmosphériques favorables (vent faible, taux d'humidité important), - être accompagnée de mesures réduisant efficacement l'émission de poussières (arrosage suffisant de la zone concernée par exemple). <p>II - Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il s'agit d'une suite de l'inspection du 28/07/2020. Il était demandé que des mesures de poussières soient réalisés lors de la prochaine campagne d'exploitation en présence de l'installation de traitement.</p> <p>Depuis la dernière inspection, il n'y a pas eu d'extraction ou de concassage sur le site. Seul l'entretien et l'évacuation de matériaux ont été réalisés. Par conséquent, aucune mesure de poussières complémentaire n'a été réalisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Des mesures de poussières seront à réaliser lors de la prochaine campagne d'exploitation en présence de l'installation de traitement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 8 : Émissions sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 14.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Campagne de mesure de bruits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le</p>

tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 19 heures	Période allant de 19 heures à 7 heures et les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	Les travaux ne sont pas autorisés dans ces périodes.
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	

De plus, les niveaux de bruit en limite de propriété de l'installation ne devront pas dépasser 70 dB(A) sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

[...]

Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dès le début des travaux et ensuite périodiquement lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.

Constats :

Il s'agit d'une suite de l'inspection du 28/07/2020. Il était demandé qu'un contrôle des niveaux sonores soit effectué lors de la prochaine campagne d'exploitation en présence de l'installation de traitement.

Depuis la dernière inspection, il n'y a pas eu d'extraction ou de concassage sur le site. Seul l'entretien et l'évacuation de matériaux ont été réalisés. Par conséquent, aucune mesure de bruits complémentaire n'a été réalisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Des mesures de bruits seront à réaliser lors de la prochaine campagne d'exploitation en présence de l'installation de traitement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 9 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 15

Thème(s) : Situation administrative, Transmission des garanties financières

Prescription contrôlée :

Avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir le document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe n°1 jointe au présent arrêté, et simultanément à la déclaration de poursuite d'exploitation prévue à l'article 6.4 du présent arrêté.

Constats :

Les garanties financières ont pris effet le 01/01/2024 et expirent le 31/12/2029.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;

-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;

-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;

-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;

-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;

-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;

-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;

-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;

-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;

-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

Il s'agit d'une suite de l'inspection du 28/07/2020. Il était demandé d'établir et de transmettre le plan de gestion des déchets.

Le plan de gestion des déchets d'extraction en date du 20/10/2025 a été transmis par courriel à l'issue de l'inspection. Son contenu répond aux exigences de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié.

Type de suites proposées : Sans suite